

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CORIANCE

10 allée Bienvenue
Imeuble Horizon 1
93885 CEDEX
93160 Noisy-Le-Grand

Code AIOT : 0006506369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement CORIANCE implanté SOCIETE THERMIQUE DE BONDY 31 avenue Andreï Sakharov ZAC Bondy Nord 93140 Bondy. L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale sur les chaudières moyenne combustion, portée spécifiquement sur la conformité des chaudières biomasses.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORIANCE
- SOCIETE THERMIQUE DE BONDY 31 avenue Andreï Sakharov ZAC Bondy Nord 93140 Bondy
- Code AIOT : 0006506369
- Régime : Enregistrement – Rubrique 2910-A-1
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette chaufferie (composée de 2 chaudières biomasse - 1 cogénération/moteur gaz Caterpillar - 3 générateurs gaz/fuel susceptibles de fonctionner simultanément en ultime secours) est exploitée par 3/4 personnes présentes en permanence sur le site, et située dans une zone d'activités, qui comprend deux bâtiments. Elle assure la production d'eau chaude pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire des quartiers voisins.

Depuis 2018, la Société CORIANCE exploite le réseau de production d'eau chaude de la commune de Bondy (93) par délégation du service public via STB.

L'arrêté préfectoral complémentaire N°2016-0902 du 05 avril 2016 qui s'applique à l'installation fera l'objet d'une révision des valeurs limites des rejets atmosphériques. En effet, concernant les chaudières biomasses, le plan de prévention atmosphérique 2025-2030 abaisse les teneurs en poussières de 30 mg/kg à 15 mg/kg.

Encadrement réglementaire :

AP 25/10/1999 et APC 05/04/2016

AM 03/08/2018 nouvelles VLE et article 25

AM 31/03/2008 Quotas émissions gaz effet serre

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours, 3 mois
3	Combustible biomasse b(v)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-I et Art.12 et Art.14-I	Demande d'action corrective	2 mois
4	Combustible biomasse b(v)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-II et Art.12 et Art.14-II et III	Demande d'action corrective	1 mois
5	VLE chaudières biomasse	Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, articles 18.8.4 et 15.2.1	Demande d'action corrective	Sans délai et 2 mois
7	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R.515-116	Sans objet
6	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.51	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation dépasse les teneurs maximales de rejets atmosphériques fixés dans l'arrête préfectoral complémentaire N° 2016-0902 du 05 avril 2016 qui s'applique à celle-ci, pour certains polluants.

Il en est de même pour le contrôle des cendres volantes dont les valeurs limites en polluants dépassent largement les valeurs limites réglementaires.

Le contrôle qualité des biomasses approvisionnées laisse également apparaître quelques lacunes et non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : <ul style="list-style-type: none">- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...] 2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

Le site est bien enregistré sur le registre de recueil des données concernant les installations moyennes de combustion, sous le nom STB (Société Thermique de Bondy).

L'exploitant précise que certains sites sont dénommés Coriance (par exemple celui situé à Noisy-le-Grand) mais le site de Bondy est resté dénommé STB.

Il s'agit d'une filiale du groupe Coriance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1

Prescription contrôlée :

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

Constats :

L'Inspection note que cette prescription est reprise dans l'article 18.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire N° 2016-0902 du 05 avril 2016 qui s'applique à l'installation.

L'exploitant confirme l'utilisation d'un mélange de biomasse :

- 70% de bois issu de plaquettes forestières, correspondant à de la biomasse de type A : produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;
- 30% de bois issu de divers déchets types palettes, bois d'élagage, correspondant à un bois de classe A, correspondant à de la biomasse de type b)v): Déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.

L'article 18.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité qui s'applique à l'installation, exige que le bois soit composé de minimum 50% de plaquettes forestières. L'exploitant répond donc à la prescription.

Le mélange est réalisé par le fournisseur de la biomasse avant d'arriver sur le site de l'exploitant. L'exploitant s'approvisionne auprès de deux fournisseurs distincts. Les qualités des deux fournisseurs sont utilisées en mélange sur site.

Suite à l'inspection l'exploitant a fourni par mél les deux bulletins d'analyse de chacune des biomasses des deux fournisseurs datés du 04/03/25, justifiant du suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. Ces bulletins reprennent bien les informations requises dans la prescription.

L'exploitant indique que ce suivi qualité est réalisé à travers un logiciel, mais n'est pas certain que ce dernier reprenne toutes les informations de ce bulletin.

Par ailleurs, l'Inspection constate que les analyses correspondent à celles d'un autre site Coriance situé à Saint-Ouen l'Aumône. L'exploitant explique que l'approvisionnement est le même entre les deux sites. L'exploitant doit clarifier ce point.

Le transport est réalisé par voie routière, à raison de 3 livraisons par jour en moyenne. Les fournisseurs sont situés à moins de 100 km, pour répondre à leur charte d'achats responsable et limiter la pollution. L'article 18.4 de l'arrêté complémentaire précité exige par ailleurs que les sources d'approvisionnement de la biomasse soient de préférence issues d'Ile-de-France.

L'arrêté préfectoral complémentaire N° 2016-0902 du 05 avril 2016 impose des valeurs limites des concentrations des polluants dans les effluents atmosphériques ainsi que leur fréquence de contrôle. L'exploitant a transmis les deux bilans de caractérisation des effluents atmosphériques sur l'année 2024 pour chacune des deux chaudières biomasse de 1MW et 4MW. Les bilans fournis représentent les **mesures en continu** des polluants suivants pondérés sur chaque mois de janvier à décembre, comme requis par l'arrêté préfectoral complémentaire précité: O₂, CO, NO_x, SO₂, poussières, NH₃.

Les paramètres de température et pression font l'objet d'un suivi quotidien par l'exploitant. Ce dernier a présenté les tickets de suivi de ces paramètres, qui constituent des indicateurs du bon fonctionnement des chaudières.

L'exploitant n'a pas fourni les mesures pour le reste des polluants suivants qui font l'objet de

<p>mesures annuelles : HAP/ COVM en carbone total/ HCl/ HF/ Dioxines et furanes/ métaux lourds. Il est à noter que les deux chaudières biomasses font l'objet d'un contrôle inopiné des effluents atmosphériques sur l'année 2025, qui se substitue donc à ces mesures annuelles. L'exploitant a réalisé le contrôle inopiné de la chaudière de puissance 1MW en date du 05/12/25. Concernant la chaudière 4MW, le contrôle inopiné programmé par le bureau d'études n'a pas pu être réalisé au vu d'une panne de la chaudière. Ce dernier est reporté à fin février 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai de 15 jours de : <ul style="list-style-type: none"> ◦ justifier de l'approvisionnement identique entre les sites de Saint-Ouen l'Aumône et Bondy ; ◦ mettre à jour le programme de suivi qualité dans le logiciel en intégrant toutes les données du bulletin d'analyse qualité de chacune des biomasses. • sous un délai de 3 mois, fournir les rapports d'analyse des contrôles inopinés des deux chaudières dès qu'ils seront disponibles.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours et 3 mois</p>

N° 3 : Combustible biomasse b(v)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-I et Art.12 et Art.14-I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Qualité de la biomasse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art.10 :</p> <p>I. Les déchets répondant au b (v) de la définition de biomasse ne dépassent pas les teneurs en chacun des composés suivants :</p> <p>Composé - Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche)</p> <p>Mercure, Hg= 0,2</p> <p>Arsenic, As = 4</p> <p>Cadmium, Cd = 5</p> <p>Chrome, Cr = 30</p> <p>Cuivre, Cu = 30</p> <p>Plomb, Pb = 50</p> <p>Zinc, Zn = 200</p> <p>Chlore, Cl = 900</p> <p>PCP = 3</p> <p>PCB = 2</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>Art.12 :</p>

Contrôle qualité de la biomasse.

L'exploitant s'assure de la conformité du combustible utilisé par rapport aux critères définis dans le programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles visé à l'article 8 et aux critères définis à l'article 10 du présent arrêté en effectuant :

- un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant dans le programme de suivi visé à l'article 8 et permettent notamment de s'assurer de l'absence de corps étrangers tels que plastiques, agrafes, ferrailles ou pierres ;
- une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés au I de l'article 10 du présent arrêté, sur un lot, toutes les 1 000 tonnes fournies par un même fournisseur et pour un même type de combustible, et au minimum une fois par an par fournisseur et par type de combustible. Les modalités de prélèvement et d'analyses ainsi que les teneurs maximales autorisées sont fixées au I de l'article 10 ;

Art.14-I :

I. - Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur un lot conformément à l'article 12 du présent arrêté ne respectent pas les seuils définis au I de l'article 10 du présent arrêté, l'exploitant refuse immédiatement toute livraison par le fournisseur concerné de ce type de combustible. Les livraisons de ce type de combustible par le fournisseur concerné sont de nouveau acceptées dès lors que l'exploitant dispose de résultats d'analyses attestant de la conformité aux seuils définis au I de l'article 10 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant déclare réaliser le contrôle visuel de la biomasse avant utilisation, afin de vérifier l'absence de corps étrangers. L'Inspection rappelle que l'exploitant doit inclure ce contrôle dans le programme de suivi qualité de la biomasse utilisée.

L'exploitant indique que l'analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés au I de l'article 10 du présent arrêté a été réalisée une fois cette année (cf les bulletins d'analyse fournis datés du 04/03/25), mais pas en 2024. La fréquence d'analyse à raison d'un lot, toutes les 1 000 tonnes fournies par un même fournisseur et pour un même type de combustible, et au minimum une fois par an par fournisseur et par type de combustible **n'est donc pas respectée**.

Suite à l'étude des bulletins d'analyse pour chacun des fournisseurs de biomasse, l'Inspection note que les critères pris en compte pour les éléments chimiques et métaux lourds sont les seuils préconisés par l'ISO 17225-9 classe I4. L'Inspection constate que ces seuils divergent des teneurs mentionnées à l'article 10 de la présente prescription :

- pour le Cu, la teneur maximale de la prescription est à 30 mg/kg, alors que la valeur seuil du bulletin d'analyse est à 50 mg/kg **soit plus élevée que la valeur réglementaire** ;
- Pour le Cl, la teneur maximale de l'arrêté est à 900 mg/kg, alors que la valeur seuil du bulletin d'analyse est à 1000 mg/kg **soit plus élevée que la valeur réglementaire**.
- Enfin les PCP et PCB n'apparaissent pas dans le bulletin d'analyse, alors qu'ils font l'objet de teneurs maximales à respecter dans la prescription.

L'Inspection note que la teneur en Cu mesurée dans les deux biomasses reste conforme, cependant une des deux biomasses présente une teneur en Cl supérieure à 900 mg/kg donc non conforme à la teneur de l'arrêté précité.

En ce qui concerne les autres métaux lourds, les seuils de référence indiqués dans les bulletins d'analyses sont soit identiques aux teneurs maximales de l'article 10.I précité, soit en deçà de ces teneurs.

De plus, l'Inspection note que les bulletins d'analyse relève quelques non-conformités :

- un des deux bulletins indique la **présence de corps étrangers en très petite quantité** dans l'échantillon (0,12% de plastiques, 0,05% de textiles/papier/cartons et 0,07% de fer magnétique). Ce résultat n'est pas en conformité avec la prescription qui exige l'absence de corps étrangers.
- le même bulletin d'analyse laisse entrevoir une teneur en **Pb de 52,5 mg/kg**, soit supérieure à la teneur maximale de 50 mg/kg requis par la prescription. Le lot est donc non conforme.

L'exploitant confirme l'absence de mise en place de procédure de refus en cas de livraison par le fournisseur de biomasse non conforme aux exigences de la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de :

- Définir les critères de vérification du contrôle visuel et les intégrer dans le programme de suivi qualité défini dans la fiche précédente ;
- Mettre en place la fréquence d'analyse de l'ensemble des paramètres listés au I de l'article 10 requise par cette prescription, à savoir un lot, toutes les 1 000 tonnes fournies par un même fournisseur et pour un même type de combustible, et au minimum une fois par an par fournisseur et par type de combustible ;
- Respecter les teneurs maximales et composés de l'article 10.I de l'arrêté précité notamment :
 - remplacer les valeurs seuils de référence dans les bulletins d'analyse par les teneurs maximales en Cu et Cl ; ou citer l'article 10.I de l'arrêté précité et reprendre toutes les teneurs maximales de cet article ;
 - Ajouter les composés suivants parmi les composants mesurés : PCB et PCP et leurs teneurs maximales à ne pas dépasser ;
- Mettre en place une procédure consistant à :
 - Réaliser le bon suivi du contrôle qualité des biomasses (notamment le contrôle visuel ainsi que les résultats des bulletins d'analyse de chacune des lots de biomasses) ;
 - Formaliser l'acceptation ou le refus du lot concerné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Combustible biomasse b(v)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-II et Art.12 et Art.14-II et III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Cendres volantes
Prescription contrôlée : Art. 10-II. Les cendres volantes issues de la combustion de déchets répondant au b (v) de la définition de biomasse respectent les teneurs suivantes (en mg/kg de matière sèche) : Cd : 130 ; Pb : 900 ; Zn : 15 000 ; Dioxines et furanes : 400 ng I-TEQ/ kg. Art.12: [...] - une analyse de la teneur en métaux et dioxines visés au II de l'article 10 du présent arrêté dans les cendres volantes une fois par semestre. Art.14-II et III : II. - Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur un lot ou lorsque les résultats d'analyses réalisées sur les cendres volantes conformément à l'article 12 du présent arrêté ne respectent pas les seuils définis respectivement au I ou au II de l'article 10 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas un mois. La fréquence de l'ensemble des analyses réalisées au titre de l'article 12 du présent arrêté est alors doublée par : - une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés au I de l'article 10 du présent arrêté effectuée sur un lot toutes les 500 tonnes fournies, et au minimum une fois par semestre ; - une analyse de la teneur en métaux et dioxines visés au II de l'article 10 du présent arrêté effectuée dans les cendres volantes une fois par trimestre. III. - Les fréquences d'analyses sur lot et dans les cendres volantes sont rétablies aux fréquences prévues à l'article 12 dès lors que deux résultats d'analyses consécutifs sur lot et deux résultats d'analyses consécutifs sur cendres volantes sont conformes aux seuils fixés à l'article 10 du présent arrêté.
Constats : L'Inspection note que cette prescription est reprise dans l'arrêté préfectoral complémentaire N° 2016-0902 du 05 avril 2016 qui s'applique à l'installation. L'exploitant transmet les rapports d'analyse dans les cendres volantes pour les deux chaudières de 1 MW et 4 MW, tous les 2 datés du 05/05/25. L'exploitant indique que les prochaines analyses auront lieu en décembre 2025 afin de respecter la fréquence d'une fois par semestre. Sur la chaudière d'1MW : - les teneurs en dioxines et furanes varient de 4 934 à 5 536 ng TEQ/kg . Ces valeurs dépassent la teneur maximale fixée dans la prescription qui est de 400 n TEQ/kg. - Le Plomb total est mesuré à 14 244 mg/kg . Cette valeur dépasse la teneur maximale fixée dans la prescription qui est 900 mg/kg. - Le Zinc total est mesuré à 29 097 mg/kg . Cette valeur dépasse la teneur maximale fixée dans la

prescription qui est 15 000 mg/kg.

- le Cadmium total est mesuré à 71 mg/kg. Cette valeur est conforme à la teneur maximale fixée dans la prescription qui est de 130 mg/kg.

Sur la chaudière de 4MW :

- les teneurs en dioxines et furanes varient de **3 701 à 4 096 ng TEQ/kg**. Ces valeurs dépassent la teneur maximale fixée dans la prescription qui est de 400 n TEQ/kg.

- Le Plomb total est mesuré à **21 183 mg/kg**. Cette valeur dépasse la teneur maximale fixée dans la prescription qui est 900 mg/kg.

- Le Zinc total est mesuré à **69 987 mg/kg**. Cette valeur dépasse la teneur maximale fixée dans la prescription qui est 15 000 mg/kg.

- le Cadmium total est mesuré à **139 mg/kg**. Cette valeur dépasse la teneur maximale fixée dans la prescription qui est de 130 mg/kg.

Contrairement aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, l'Inspection des installations classées n'a pas été informée de ces résultats non conformes.

Au vu des non-conformités constatées sur les rapports d'analyses de polluants des cendres volantes, et conformément à l'article 14 précité, l'exploitant va devoir :

- **doubler ses analyses sur les lots de chacune des biomasses des deux fournisseurs** en réalisant une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés au I de l'article 10 du présent arrêté, effectuée **sur un lot toutes les 500 tonnes fournies, et au minimum une fois par semestre** ; et non sur un lot toutes les 1000 tonnes et au minimum une fois par an comme précisé dans la fiche N°3 précédente;
- réaliser trimestriellement une analyse de la teneur en métaux et dioxines **dans les cendres volantes conformément aux dispositions du II de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.**

Comme prévu à l'article 14.III, les fréquences d'analyses sur chacune des biomasses des deux fournisseurs et dans les cendres volantes, seront rétablies aux fréquences prévues à l'article 12, dès lors que **deux résultats d'analyses consécutifs sur biomasses et deux résultats d'analyses consécutifs sur cendres volantes sont conformes aux seuils fixés à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de :

- transmettre, dès réception et en tout état de cause sous un délai n'excédant pas 1 mois, le rapport de résultats d'analyses des cendres volantes prévues en décembre 2025 ;
- Compte tenu des non-conformités en polluants constatées sur les précédents rapports d'analyses des cendres volantes, il convient de:
 - rechercher la cause des dépassements en teneurs de polluants et communiquer les éléments à l'Inspection;
 - proposer des mesures pour un retour à la conformité sur les teneurs des composés en dépassements, avec un échéancier des actions prévues ;
 - Organiser **dès à présent** les analyses sur les lots de chacune des biomasses des deux fournisseurs en réalisant une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés au I de l'article 10 du présent arrêté (voir fiche N°3), **sur un lot toutes les 500 tonnes de biomasses fournies, et au minimum une fois par semestre** ; [l'analyse sur un lot toutes les 1000 tonnes et au minimum une fois par an comme précisé dans la fiche N°3 précédente]

sera discutée lorsque **deux résultats d'analyses consécutifs sur biomasses et deux résultats d'analyses consécutifs sur cendres volantes seront conformes aux seuils fixés à l'article 10 du présent arrêté.**

- mettre en place les analyses de la teneur en métaux et dioxines visés au II de l'article 10 du présent arrêté effectuée **dans les cendres volantes une fois par trimestre.** [l'analyse sur un lot toutes les 1000 tonnes et au minimum une fois par an comme précisé dans la fiche N°3 précédente sera discutée lorsque **deux résultats d'analyses consécutifs sur biomasses et deux résultats d'analyses consécutifs sur cendres volantes seront conformes aux seuils fixés à l'article 10 du présent arrêté.**]

Les rapports devront être communiqués à l'Inspection dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : sans délai et 1 mois

N° 5 : VLE chaudières biomasse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, articles 18.8.4 et 15.2.1

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE chaudières biomasse

Prescription contrôlée :

Article 18.8.4 :

Pour les chaudières biomasse, les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration [...] :

Polluants :

Concentration en O₂ de référence : 6%

SO₂ (mg/Nm³) : 200

NO_x (mg/Nm³) : 400

Poussières (mg/Nm³) : 30

CO (mg/Nm³) : 200

HAP (mg/Nm³) : 0,01

COVNM (carbone total) (mg/Nm³) : 50

NH₃ (mg/Nm³) : 20

HCl (mg/Nm³) : 10

HF (mg/Nm³) : 5

Dioxines et furanes (mg/Nm³) : 0,1.10⁻⁶ I-TEQ

Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl), et leurs composés (mg/kg) : 0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée (Cd+Hg+Tl)

Arsenic (As), sélénium (Se), Tellure (Te) et leurs composés (mg/kg) : 1 pour la somme exprimée (As+Se+Te)

Plomb (Pb) et ses composés (mg/kg) : 1 exprimé en Pb

Antimoine (Sb), Chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), zinc (Zn) et leurs composés (mg/kg) : 20 pour la somme exprimée (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+Zn)

Article 15.2.1

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés à l'article relatif aux valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques du titre III. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par cet arrêté d'autorisation. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.

Les mesures portent sur les rejets des 2 conduits gaz et des 2 conduits biomasse et ciblent les paramètres suivants :

Paramètre	Fréquence pour le conduit FOD n° 1 et 2	Fréquence pour le conduit moteur gaz n° 4	Fréquence pour les conduits gaz (n° 1-2-3)	Fréquence pour les conduits biomasse (n° 1 et 2)
Teneur en O2	Trimestrelle	Trimestrelle	Trimestrelle	En continu
Température	Trimestrelle	Trimestrelle	Trimestrelle	En continu
Pression	Trimestrelle	Trimestrelle	Trimestrelle	En continu
Vapeur d'eau	Sans objet - gaz séchés	Sans objet - gaz séchés	Sans objet - gaz séchés	Sans objet - gaz séchés
Poussières	Semestrielle	Semestrielle	Semestrielle	En continu
SO2	Semestrielle et estimation journalière	Semestrielle et estimation journalière	Semestrielle et estimation journalière	En continu
NOx en équivalent NO2	Semestrielle	Semestrielle	Semestrielle	En continu
CO	Annuelle	Annuelle	Annuelle	En continu
HAP	Annuelle	Annuelle	/	Annuelle
COVNM (en carbone total)	Annuelle	Annuelle	/	Annuelle
NH3	Sans objet - pas de traitement Nox à l'ammoniac ou à l'urée	Sans objet - pas de traitement Nox à l'ammoniac ou à l'urée	Sans objet - pas de traitement Nox à l'ammoniac ou à l'urée	Sans objet - pas de traitement Nox à l'ammoniac ou à l'urée
HCl	/	/	/	Annuelle
HF	/	/	/	Annuelle
Dioxines et furanes	/	/	/	Annuelle
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	Annuelle	/	/	Annuelle
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	Annuelle	/	/	Annuelle
Plomb (Pb) et ses composés	Annuelle	/	/	Annuelle
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	Annuelle	/	/	Annuelle

* La mesure en continu n'est pas obligatoire si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO2 ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites. Dans ce cas, une mesure semestrielle est effectuée et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basées sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

** Pour le SO2 en sortie des conduits gaz, l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

*** Analyse semestrielle après 3 analyses mensuelles successives conformes.

**** Analyse annuelle après 3 analyses mensuelles successives conformes.

La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas exigée si les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.

Constats :

En préambule, l'Inspection rappelle que l'installation fait l'objet d'un contrôle inopiné sur les rejets des effluents atmosphériques en 2024. Les résultats d'analyses de ce contrôle font état de dépassements sur les NOx, l'HCl, et les PCDD/F en ce qui concerne les chaudières biomasse et sur les NOx en ce qui concerne les chaudières mixtes n°1 et n°2 en mode FOD et sur l'installation de cogénération.

A la suite de ces résultats d'analyses, l'exploitant s'était engagé à prendre les mesures nécessaires pour respecter les valeurs limites d'émission, notamment changer la qualité de bois sur les chaudières biomasse, faire procéder au réglage de la combustion des chaudières biomasse et faire procéder au remplacement des brûleurs des chaudières mixtes, prévu durant l'été 2025.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir procédé au changement de bois, avoir procédé aux réglages de la combustion et avoir initié le remplacement d'un des brûleurs (le second étant prévu en début d'année prochaine avec une analyse à l'issue du remplacement des brûleurs des chaudières mixtes.

L'exploitant a transmis les deux bilans de caractérisation des effluents atmosphériques sur l'année 2024 pour chacune des deux chaudières biomasse de 1MW et 4MW. Les bilans fournis représentent les **mesures en continu** des polluants suivants pondérés sur chaque mois de janvier à décembre, comme requis par l'arrêté préfectoral complémentaire précité: O2, CO, NOx, SO2, poussières, NH3.

L'Inspection note que sur la chaudière de 1MW, la teneur en CO varie de 229,4 mg/Nm³ à 305,21 mg/Nm³ sur les bilans de mesure de mars 24 à juin 24 soit sur 4 mois consécutifs. Puis cette valeur remonte à 247,99 mg/Nm³ sur le mois de septembre 24. **L'Inspection rappelle la valeur limite fixée pour le CO de 200 mg/Nm³.**

La chaudière de 4 MW présente des résultats en rejets atmosphériques conformes aux valeurs limites établies dans l'arrêté préfectoral précité.

L'Inspection rappelle que l'installation fait l'objet d'un nouveau contrôle inopiné sur les rejets des effluents atmosphériques.

Le contrôle inopiné de la chaudière d'1 MW a eu lieu le 05/12/25; le contrôle de la chaudière de 4 MW a été reporté en février 2026.

Les résultats de ces contrôles permettront de s'assurer de l'efficacité des mesures mises en place par l'exploitant. Si ces nouveaux résultats de mesures mettent en évidence des dépassements, des sanctions administratives et/ou pénales pourront respectivement être proposées.

En ce qui concerne la périodicité de contrôle annuelle et semestrielle de certains paramètres, conformément à l'article 15.2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/04/2016, suite au dépassement des VLE lors du CI Air 2024, elle aurait dû passer à une fréquence mensuelle, notamment pour les NOx, l'HCl, et les PCDD/F en ce qui concerne les chaudières biomasse et les NOx en ce qui concerne les chaudières mixtes n°1 et n°2 en mode FOD et sur l'installation de cogénération.

Elles ne pourront repasser en fréquence semestrielle ou annuelle qu'après 3 analyses mensuelles successives conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • suite aux dépassements des valeurs limites d'émissions lors du CI Air 2024, de réaliser une surveillance des rejets atmosphériques à une fréquence mensuelle pour les NOx, l'HCl, et les PCDD/F en ce qui concerne les chaudières biomasse et les NOx en ce qui concerne les chaudières mixtes n°1 et n°2 en mode FOD et sur l'installation de cogénération. Conformément à l'article 15.2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/04/2016, les analyses ne pourront repasser en fréquence semestrielle ou annuelle qu'après 3 analyses mensuelles successives conformes ; • proposer des mesures pour un retour à la conformité sur les teneurs du CO en dépassement sur la chaudière de 1 MW, avec un échéancier des actions prévues.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : sans délai et 2 mois

N° 6 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.51
Thème(s) : Actions nationales 2025, Périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère (PPA)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Lorsque les installations visées aux articles 58, 59, 60 et 61 du présent arrêté sont situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral peut renforcer l'ensemble des dispositions du présent arrêté, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - abaisser les valeurs limites prévues aux articles 58, 59, 60 et 61 du présent arrêté ; et/ ou - anticiper la date d'application de ces valeurs limites ; et/ ou - prévoir une fréquence plus élevée des mesures des émissions atmosphériques prévues aux articles 76,77,78,79,80.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de prévention de l'atmosphère modifie les valeurs limites réglementaire de la teneur en poussières pour les chaudières biomasses mises en service après le 26/03/2013. La teneur maximale en poussières est abaissée de 30 mg/Nm³ à 15 mg/Nm³.</p> <p>L'exploitant a fourni le bilan des analyses en polluants des deux chaudières de 1 et 4 MW qui font l'objet de mesures en continu, sur l'année 2024, qui inclut les poussières. Celles-ci sont à 0 sur les deux chaudières, sur toute l'année 2024.</p> <p>Malgré l'absence de détection de poussières dans les effluents, l'exploitant doit tout de même modifier la valeur limite actuellement mentionnée de 30 mg/Nm³ dans son bilan d'autosurveillance ; pour la remplacer par la valeur limite du plan de prévention de l'atmosphère qui est plus restrictive car abaissée à 15 mg/Nm³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
Prescription contrôlée : Système de traitement des fumées. Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section : I. - L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité : - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ; - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. II. - Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).
Constats : L'exploitant ne dispose que des filtres à manche pour réduire les fumées. Les filtres à manche font l'objet de contrôles annuels, conformément aux préconisations des fabricants. Les filtres à manche actuels ont été changés en 2022. Leur durée de vie est de 5 ans. Le contrôle prévoit la nécessité de changer les filtres au moins un an avant. L'exploitant indique qu'un défaut d'étanchéité a été détecté sur un des filtres à manche, mais qu'une intervention a eu lieu pour remédier à ce défaut. L'exploitant indique, par ailleurs, réaliser un relevé de pression journalier dans les filtres à manche afin d'en vérifier le bon fonctionnement. L'Inspection a pu constater ce relevé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">• fournir les rapports des contrôles annuels sur l'année 2025 des filtres à manche pour chacune des deux chaudières de 1 MW et 4 MW ;• fournir le rapport d'intervention sur le défaut d'étanchéité du ou des filtre(s) à manche concerné(s).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois